

Une tentative

Kawkab al-Sharq, 24 mars 1933

Que le Premier ministre ait échoué à mettre en œuvre le plan politique qu'il s'était fixé, ou qui lui avait été fixé le jour où il a formé son cabinet il y a trois ans, est une chose qui ne fait aucun doute — non seulement selon le jugement de ceux qui s'opposent à lui et le combattent, mais selon le jugement de ceux qui le soutiennent et le défendent, et selon son propre jugement également.

Ceux qui s'opposent au Premier ministre n'ont pas douté un seul instant que son échec était inévitable et son effondrement inéluctable, parce qu'il a fondé sa politique sur une estime exagérée de sa propre compétence et un mépris de la condition de la nation à un degré qu'une véritable compétence ne saurait accepter. Quiconque fonde sa politique sur l'exaltation de soi-même, fût-il un seul individu, et le mépris de son adversaire, fût-il une nation entière, est voué à l'échec.

Les opposants du Premier ministre se sont mis à observer sa politique et à suivre ses pas dans sa mise en œuvre, souriant de ces démarches qu'il considérait comme des triomphes et que ses opposants considéraient comme une nouvelle descente sur la voie de l'échec et de la défaite. Ils ne se sont laissés prendre ni par les longs discours qu'on rassemblait, ni par les délégations qu'on envoyait, ni par la fondation de ce qu'il appelait le Parti du Peuple, ni par la création de ce qu'il appelait le journal du Peuple, ni par ce qu'il considérait comme une victoire électorale, ni par ses voyages et ses séjours, ni par ses voyages en Europe et ses retours, ses visites aux capitales et ses rencontres avec des ministres et des chefs de gouvernement — pas même avec le Pape.

Ils ne se sont laissés prendre par rien de tout cela, parce qu'ils estimaient — et c'est le droit de toute personne perspicace de l'estimer — que la véritable victoire, durable et productive, en ces temps, ne peut être obtenue que si les hommes d'État s'appuient sur les nations et les peuples, car eux seuls constituent le fondement stable de toute politique pratique.

Şidqî Pacha était à peine revenu d'Europe que sa victoire temporaire avait épuisé son cours, et il ne restait plus qu'à voir cette victoire se transformer, peu à peu, en effondrement et en échec. Şidqî Pacha a manœuvré autant qu'il a pu, et a dissimulé sa faiblesse partout où il a trouvé un moyen de le faire — mais il n'a trompé personne et n'a rien dissimulé.

Il ne s'est pas écoulé longtemps avant qu'il ne reconnût lui-même cet échec dans la lettre de démission qu'il a soumise à Sa Majesté le Roi, afin de se débarrasser de ces collègues qui s'étaient opposés à lui sur les questions de politique gouvernementale. Cette démission était elle-même un aveu manifeste d'échec — et quel échec plus grave, quel effondrement plus complet, qu'un Premier ministre se révélant incapable de convaincre ses collègues et les piliers de son cabinet de sa politique, contraint de démissionner pour s'en débarrasser, et reconnaissant tout cela dans sa propre lettre de démission ?

Şidqî Pacha a rapiécé son cabinet autant qu'il a pu, mais n'a rien tiré de ce rapiéçage. Il a retiré la pièce qu'il avait apposée à son cabinet en janvier et en a mis une autre à sa place il y a quelques jours — et ce dernier rapiéçage n'était que la consignation d'un échec supplémentaire.

Les partisans du Premier ministre tournent avec le Premier ministre : ils répètent ce qu'il dit et écrivent ce qu'il prononce, proclamant la victoire s'il la proclame, et adoucissant son aveu d'échec quand il l'avoue. Peut-être la consignation de cet échec est-elle la seule chose sur laquelle le Premier ministre, ses partisans et ses adversaires s'accordent tous à la fois — mais ils s'accordent à peine sur cet échec qu'ils divergent déjà sur la voie embarrassante pour en sortir et sur la manière de se débarrasser de ses fardeaux et de ses conséquences.

Quant au Premier ministre et à ses partisans, il leur semble que le rapiéçage est l'un des moyens d'échapper à cet effondrement, alors ils rapiècent et rapiècent, gagnant du temps et attendant ce que les jours apporteront.

Quant à ses opposants et adversaires, ils voient que tout a fourni la preuve concluante que le cabinet de Şidqî Pacha n'a jamais été apte à

durer, et qu'il est désormais incapable même de tenter de durer, et qu'il est vain de défier la nature des choses et de lui résister. Vous savez pertinemment que, quel que soit le soutien que vous apportent les forces visibles et cachées, vous ne pourrez jamais tenir ferme face à la nature des choses, ni la surmonter.

Il n'y a donc aucune issue à cette impasse dans laquelle Şidqī Pacha s'est lui-même enfoncé, et dans laquelle il a entraîné la politique de son pays, sinon de démissionner et de laisser cette politique à ceux qui sont mieux à même que lui de la gérer et d'en porter les fardeaux. Il lui suffit d'avoir retardé le progrès de son pays de trois ans ; il lui suffit d'avoir gaspillé pour son pays de nombreuses occasions qu'il aurait pu saisir pour avancer à grands pas sur la voie de la réforme ; il lui suffit d'avoir mis son pays à l'épreuve, et d'avoir été excessif dans cette mise à l'épreuve, et d'avoir éprouvé sa nation et d'avoir été excessif dans cette épreuve — révélant des faiblesses qui n'auraient jamais dû apparaître aussi défigurées et aussi laides qu'elles l'ont fait dans ces circonstances.

Mais le Premier ministre aime la vie pour son cabinet, comme tout homme aime la vie pour lui-même ; il tempore donc et manœuvre, refusant de précipiter sa propre destitution du pouvoir, voulant plutôt être vaincu par des circonstances rigoureuses afin de quitter le pouvoir à contrecœur plutôt que de son plein gré. Il se nourrit d'espairs illusoires et poursuit diverses stratégies pour prolonger son mandat, et peut-être ne lui manquera-t-il pas, parmi les Anglais qui ont été excessifs dans leur soutien et leur aide envers lui, quelqu'un pour partager son point de vue et résister avec lui à la nature des choses, le poussant à s'accrocher au pouvoir jusqu'à ce qu'il soit contraint par nécessité de l'abandonner.

Et c'est ainsi que le Premier ministre s'est placé dans cette position douloureuse qui suscite la compassion et la pitié même dans l'âme de ses adversaires et de ses opposants : il est faible, ayant épuisé toute stratégie pour trouver la force de porter les fardeaux du gouvernement ; il est malade, ayant un besoin urgent de repos ; et malgré sa faiblesse politique et malgré sa maladie, il s'accroche à sa charge, désireux d'y rester.

Les gens disent — et certains écrivains politiques sont d'accord avec eux et n'hésitent pas à exprimer une certaine satisfaction et un certain

espoir à ce qu'ils disent — que le remaniement administratif effectué hier est un prélude au changement de la politique sadiqiste, dont la corruption repose sur mille et une preuves. Il peut apparaître que le transfert des gouverneurs d'une province à une autre n'est qu'une latitude accordée à ces gouverneurs pour adopter une approche plus douce, différente de l'approche violente à laquelle la propre violence de Şidqī Pacha, et sa préférence pour l'affichage de la force et de la sévérité, les avait poussés. Il peut en effet être difficile pour l'ancien gouverneur d'Assiout de s'adoucir après la sévérité et de se relâcher après la violence sans exposer sa dignité et sa réputation devant les gens. Et un sourire sur les lèvres des gens ne dépeint pas toujours le respect — il peut dépeindre l'exact opposé du respect. C'est pour cette raison qu'il a été transféré dans la Gharbiyya, pour y être doux et compatissant après avoir été violent et excessif dans la violence. Et l'ancien gouverneur de Buḥayra a été envoyé à Assiout pour y montrer la douceur et l'accommodement que son précédent gouverneur n'avait pas su montrer. On peut en dire autant des autres gouverneurs concernés par ce changement et ce remplacement.

Cela peut bien être vrai, et Şidqī Pacha a peut-être vu, ou s'est vu conseiller, qu'il serait bon de changer de politique dans les provinces, de traiter les gens avec bienveillance, et de lever d'eux le nuage de souffrance qui les avait accablés de toutes parts, afin que l'agitation du peuple s'apaise et que la haine envers les dirigeants qui s'était allumée dans les cœurs s'atténue. Mais ce qu'il convient de noter, si ce récit est vrai, est que le gouvernement était plus soucieux de lui-même et de ses gouverneurs que des habitants des provinces. Car il se montre avare envers le gouverneur d'Assiout en ce qui concerne l'obligation pour lui d'être doux après la violence et de s'adoucir après la sévérité ; il le favorise de son affection et veille à sa dignité et à sa réputation devant les gens — mais il n'a montré à ces gens ni cette affection ni cette compassion, et n'a pris aucun soin pour leur dignité, alors même que le gouverneur d'Assiout les soumettait à un tourment qui combinait douleur et humiliation à la fois. Il craint pour le gouverneur le sourire des gens, mais ne craint pas pour les gens le froncement de sourcils du gouverneur.

La dignité de ses fonctionnaires lui est plus précieuse et plus chère que la dignité de la nation pour le service et les intérêts de laquelle le gouvernement a justement été établi — non pour la soumettre à toutes sortes d'avilissement, ni pour favoriser des fonctionnaires particuliers à ses dépens. Cela signifie également, si ce que disent les gens est vrai, et ce dont certains écrivains politiques espèrent un bienfait, que le gouvernement se joue de l'esprit des gens et joue avec la nation comme un homme joue avec un petit enfant.

Les habitants d'Assiout s'impatientsaient à l'égard de leur gouverneur, alors ce gouverneur était transféré et un autre leur était envoyé, et le gouvernement s'imaginait avoir satisfait les habitants d'Assiout — mais les habitants d'Assiout font partie de la nation égyptienne, car Assiout fait partie du sol égyptien. Le méfait du gouverneur d'Assiout envers les habitants de sa province était un méfait envers toute la nation égyptienne. Transférez-le d'Assiout, placez-le où vous voulez sur cette terre — rien de tout cela ne changera le fait établi, et le fait établi est que ce gouverneur et ses semblables n'ont pas seulement fait du tort aux habitants de leurs propres provinces, mais ont fait du tort à la nation entière, car ils ont fait du tort à la loi qu'ils étaient chargés d'appliquer, à l'ordre qu'ils étaient chargés de préserver, et à la justice qu'ils étaient chargés de protéger. L'époque est passée où les gouvernements distinguaient entre les provinces, considérant qu'un méfait dans l'une n'avait aucune incidence sur les autres.

Cette époque est passée, et chaque fils de l'Égypte en est venu à voir toute la nation égyptienne reflétée dans son propre droit à la protection et aux soins du gouvernement. Les provinces ne sont plus devenues que des unités administratives. Plus encore, transférer les gouverneurs, ou les révoquer, ou les juger — rien de tout cela ne change quoi que ce soit tant que celui qui a étendu la main des gouverneurs sur les gens demeure seul maître du pouvoir, capable d'étendre à nouveau leurs mains. Ce qui calme l'agitation du peuple et adoucit l'amertume des cœurs n'est pas le transfert ou la révocation d'un gouverneur, mais la démission ou la révocation du cabinet.

Ceux qui imaginent que ce remaniement administratif pourrait être le prélude à une nouvelle politique que poursuivrait le cabinet actuel commettent une erreur très grossière, et fournissent la preuve la plus claire qu'ils n'ont toujours pas compris le peuple égyptien. Le peuple ne peut plus être trompé par les apparences et les formes ; le peuple ne se satisfera pas du transfert d'un gouverneur à la place d'un autre. Ce que le peuple veut, c'est que cette politique soit déracinée à la base, et que le cabinet actuel s'efface pour que d'autres prennent sa place — d'autres qui n'étendront la main des gouverneurs sur les gens que pour le bien. Plus étrange encore, certains écrivains politiques, doués d'une imagination abondante et portée loin, supposent que ce remaniement administratif est le prélude à un changement de toute la politique anglo-égyptienne et à l'établissement d'un cabinet à la place d'un autre. Que le Premier ministre est donc redoutable à ses propres yeux, et combien il est digne d'admiration et d'estime — et combien sont cruels ceux qui lui chuchotent et lui dictent, le poussant à préparer le terrain pour les adversaires qui lui succéderont et effaceront ses traces de la politique de l'État !

C'est trop accorder au Premier ministre — car nous ne lui avons jamais connu un tel degré d'abnégation — à moins que ce changement attendu ne repose sur un autre fondement, celui auquel le Near East a fait allusion récemment : à savoir l'élargissement de la coalition et l'ajout d'autres têtes à la tête du cabinet actuel. Si tel est le cas, combien il serait approprié que ce changement rencontre le même échec que celui qu'a connu le cabinet de Şidqī Pacha.

Diverses solutions à la situation politique actuelle de l'Égypte peuvent venir à l'esprit des hommes politiques, mais la seule chose indispensable à toute solution que l'on veut considérer avec sérieux et réflexion est que le Premier ministre se retire maintenant de la direction de la politique de l'État — et combien il a besoin de se retirer de la politique en ces jours, et de se reposer.